

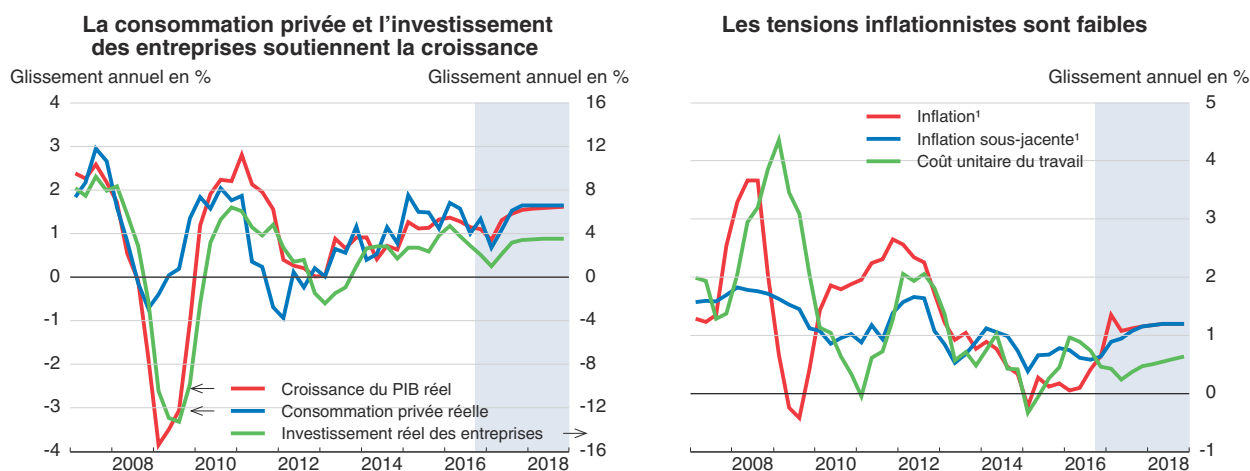
FRANCE

La croissance du PIB devrait repartir progressivement à la hausse pour s'établir à 1.6 % d'ici 2018, sur fond de baisses d'impôts et d'accélération des créations d'emplois qui soutiendront la consommation privée. L'investissement des entreprises devrait également se redresser, bénéficiant de l'allègement de la fiscalité et de la faiblesse des taux d'intérêt. Le taux de chômage devrait quant à lui continuer de diminuer graduellement grâce à la baisse des cotisations de sécurité sociale, aux aides à l'embauche et à une forte montée en régime des formations offertes aux demandeurs d'emploi. Avec la persistance du sous-emploi des ressources, l'inflation restera modérée.

La réduction continue du coût du service de la dette et une certaine modération des dépenses devraient permettre de ramener le déficit budgétaire à un peu moins de 3 % du PIB en 2018. Les baisses d'impôts et de cotisations sociales ont eu pour effet de réduire le coût de la main-d'œuvre et d'améliorer le climat de l'investissement. La loi Travail récemment adoptée précise les conditions de licenciement et fait une place plus importante aux accords d'entreprise en ce qui concerne la durée du travail.


En France, le rapport des dépenses publiques au PIB, qui ressort à 57 %, est l'un des plus élevés de l'OCDE, et son financement implique d'importants prélèvements fiscaux. L'orientation générale de la politique budgétaire est largement neutre sur la période couverte par les prévisions. Toutefois, de nouvelles réductions des prélèvements fiscaux et sociaux devraient être engagées dès maintenant pour stimuler l'économie et faire baisser plus rapidement le chômage. À plus long terme, pour alléger la charge fiscale, les autorités devraient continuer de freiner les dépenses, en s'attachant davantage à limiter les inefficiences et les dépenses non prioritaires. Il importe à cette fin de poursuivre les efforts pour mieux cibler les dépenses sociales et réduire le nombre des collectivités territoriales ainsi que les doublons dans la répartition de leurs compétences.

France



1. Indices des prix à la consommation harmonisés. L'inflation sous-jacente (IPCH) exclut les produits alimentaires, l'énergie, l'alcool et le tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 100 ; et INSEE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933439875>

France : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentage de variation

	2014	2015	2016	2017	2018
Emploi	0.1	0.1	0.7	0.5	0.7
Taux de chômage ¹	10.3	10.4	9.9	9.7	9.6
Rémunération par salarié ²	1.1	1.1	1.1	1.3	1.7
Coûts unitaires de main-d'œuvre	0.7	0.1	0.6	0.6	0.8
Revenu disponible des ménages	0.8	1.5	1.5	1.8	2.4
Déflateur du PIB	0.5	0.6	0.8	0.8	1.0
Indice des prix à la consommation harmonisé	0.6	0.1	0.3	1.2	1.2
IPCH sous-jacent ³	1.0	0.6	0.6	1.0	1.2
Déflateur de la consommation privée	0.1	-0.2	0.0	0.6	0.7
<i>Pour mémoire</i>					
Taux de chômage ⁴	9.9	10.1	9.6	9.4	9.3


1. En pourcentage de la population active, France métropolitaine.

2. Pour l'ensemble de l'économie.

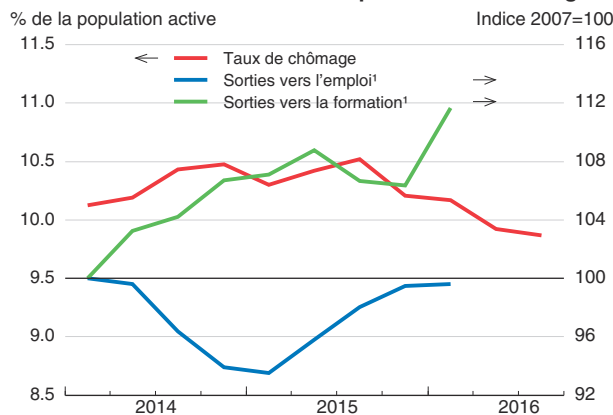
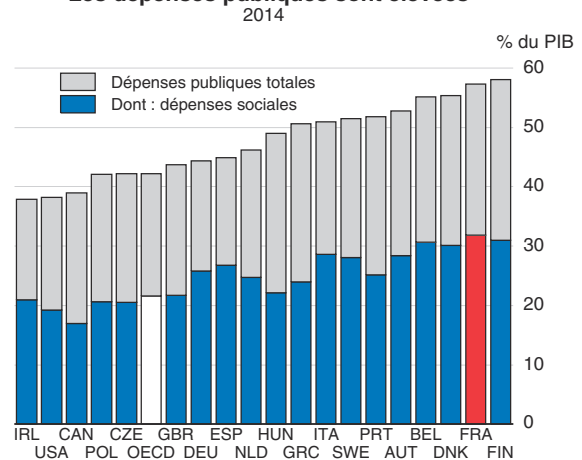
3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

4. En pourcentage de la population active, taux national, incluant les départements outremer.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 100.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933441050>**Une reprise progressive s'installe**

Les baisses d'impôts et la faiblesse des prix de l'énergie ont dopé les salaires réels et aidé les entreprises à restaurer leurs marges bénéficiaires, entraînant un fort rebond de la consommation et de l'investissement des entreprises. L'activité a ralenti à la mi-2016, mais des indicateurs récents montrent que la croissance a repris. Après avoir chuté, l'investissement résidentiel commence à se stabiliser. L'investissement public a renoué

France**L'augmentation de l'emploi et des formations en faveur des demandeurs d'emploi réduit le chômage****Les dépenses publiques sont élevées**

1. Sorties cumulatives trimestrielles des demandeurs d'emploi, inscrits à Pôle Emploi en catégorie A,B et C, vers l'emploi ou vers des programmes de formation ; Moyenne mobile sur trois mois.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 100 ; Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales (SOCX) ; et DARES.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933439888>

France : **Indicateurs financiers**

	2014	2015	2016	2017	2018
Taux d'épargne nette des ménages ¹	14.1	14.1	14.1	14.1	14.1
Solde financier des administrations publiques ²	-4.0	-3.5	-3.3	-3.0	-2.9
Dette brute des administrations publiques ²	120.3	120.9	122.7	124.1	125.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ²	95.2	96.2	97.9	99.4	100.2
Balance des opérations courantes ²	-1.1	-0.2	-1.0	-0.8	-0.9
Taux d'intérêt à court terme ³	0.2	0.0	-0.3	-0.3	-0.3
Taux d'intérêt à long terme ⁴	1.7	0.8	0.4	0.2	0.2

1. En pourcentage du revenu disponible (épargne brute).

2. En pourcentage du PIB.

3. Taux interbancaire à 3 mois.

4. Emprunts phare d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 100.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933441068>

avec la croissance après que les collectivités locales ont fortement revu leurs investissements à la baisse en réaction à la diminution des transferts de l'État.

Le taux de chômage s'est infléchi à la baisse, grâce à une croissance économique plus forte conjuguée à des réductions d'impôts et à des aides à l'emploi, qui ont stimulé les embauches. De plus, la multiplication des programmes de formation destinés aux chômeurs a eu pour effet de soustraire temporairement un certain nombre de personnes de la population active. L'inflation globale est redevenue positive, les prix de l'énergie ayant

France : **Demande et production**

	2015	2016	2017	2018	Quatrième trimestre		
					2016	2017	2018
	Prix courants milliards de EUR				Glissement annuel en %, en volume (prix de 2010)		
PIB aux prix du marché	2 181.1	1.2	1.3	1.6	1.1	1.5	1.6
Consommation privée	1 201.6	1.4	1.2	1.6	1.3	1.6	1.6
Consommation publique	521.8	1.5	1.1	1.0	1.5	1.0	1.0
Formation brute de capital fixe	469.1	2.8	2.3	2.9	2.1	2.8	2.9
Secteur public	75.3	2.7	2.5	2.0	2.4	2.0	2.0
Secteur privé : résidentiel	112.2	1.5	1.8	1.9	2.0	1.5	2.0
Secteur privé : autres	281.7	3.3	2.4	3.5	2.1	3.4	3.5
Demande intérieure finale	2 192.5	1.7	1.4	1.8	1.5	1.7	1.8
Variation des stocks ¹	18.8	0.1	0.1	0.0			
Demande intérieure totale	2 211.3	1.8	1.5	1.7	1.3	1.7	1.8
Exportations de biens et services	654.8	1.0	3.2	3.2	1.4	3.3	3.3
Importations de biens et services	685.0	2.9	3.6	3.4	1.8	3.4	3.4
Exportations nettes ¹	- 30.2	-0.6	-0.2	-0.1			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 100.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933441077>

cessé de baisser, mais l'inflation sous-jacente reste faible, sur fond de chômage toujours élevé et d'ampleur persistante du sous-emploi des capacités.

De nouvelles réductions d'impôts devraient être engagées dès maintenant, mais elles devront être suivies de baisses de dépenses bien étudiées

La forte diminution de l'investissement des collectivités locales a eu pour effet de réduire le déficit des administrations publiques, qui s'est établi à 3.5 % du PIB en 2015, soit un niveau plus faible que prévu. Les réductions d'impôts en cours continueront de faire baisser les recettes, et le projet de loi de finances 2017 prévoit des dépenses supplémentaires consacrées à l'emploi, l'éducation et la sécurité. Cela étant, la modération des dépenses dans d'autres domaines, conjuguée à une plus forte croissance du PIB et à un allègement du service de la dette, qui devrait avoir diminué d'un point entier de PIB par rapport à son niveau de 2012 d'ici la fin de la période concernée par les projections, aidera à réduire le déficit qui devrait être ramené progressivement à 2.9 % du PIB en 2018.

Les dépenses publiques, d'un montant très élevé en France, sont synonymes d'une fiscalité lourde, qui pèse sur l'emploi et sur l'investissement. Pour aider le pays à sortir du piège de la croissance molle et garantir une réduction durable du chômage, les baisses d'impôts prévues devraient être mises en œuvre dès maintenant. Toutefois, pour alléger la charge fiscale, il faudra maîtriser les dépenses grâce à des réformes viables à long terme. Après des années de restrictions générales des dépenses et de gel partiel des salaires dans la fonction publique, les autorités doivent mettre davantage l'accent sur les inefficiences et identifier les domaines non prioritaires pour réduire ces dépenses.

Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour mieux cibler les dépenses sociales, relativement élevées et sans cesse croissantes en France, sur les populations pauvres, pour contenir les dépenses de retraite et repousser l'âge effectif de départ à la retraite, y compris en alignant les droits à prestations de chômage des séniors sur ceux des travailleurs plus jeunes. De telles mesures pourraient dégager une marge de manœuvre permettant d'améliorer les aides à destination des enfants et des jeunes adultes, trop souvent victimes d'un fort chômage et de pauvreté. À partir des mesures récentes de rationalisation des collectivités territoriales, des réformes supplémentaires sont nécessaires pour réduire le nombre de communes et mettre fin aux doublons dans la répartition des compétences entre les différents niveaux de l'administration. Les dépenses consacrées à l'éducation sont dans l'ensemble appropriées, mais doivent mieux cibler les élèves fragiles. La qualité des infrastructures est globalement satisfaisante, mais les mesures d'assainissement budgétaire récentes ont trop privilégié les coupes dans l'investissement public, et cette tendance devrait être inversée tout en ciblant davantage les quartiers défavorisés.

La croissance devrait accélérer progressivement

La reprise timide de la croissance de l'activité, venant s'ajouter à la poursuite des baisses d'impôts et à la mise en œuvre de nouvelles aides à l'embauche, devrait soutenir une hausse progressive de l'emploi et un nouveau repli modeste du taux de chômage. La prorogation jusqu'en 2017 du dispositif d'amortissement accéléré ainsi que de nouvelles réductions des cotisations de sécurité sociale et des impôts sur les entreprises contribueront au redressement de l'investissement des entreprises. Le redémarrage graduel de l'investissement résidentiel devrait se poursuivre, et l'investissement public devrait progresser légèrement. La perspective de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne devrait peser sur les exportations de la France. Le déficit de la balance

courante restera globalement stable à 1 % environ du PIB. Du fait de la persistance d'un important volant de ressources inutilisées, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation sous-jacent ne devrait pas accélérer le pas.

La perspective des élections présidentielles de 2017 est source d'incertitudes considérables tant les programmes économiques des candidats diffèrent fortement. Des évolutions contraires sur les marchés émergents, en particulier en Chine, auraient aussi des répercussions négatives. Si les conditions de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne devaient être précisées plus rapidement que prévu et devaient finalement déboucher sur un régime commercial plus favorable avec les pays de l'Union européenne, par exemple sur le maintien dans le Marché unique, les exportations et investissements français pourraient être plus vigoureux que prévu dans le scénario de référence. De plus, les effets à moyen terme de la baisse des impôts et des cotisations sociales sur le moral des chefs d'entreprise pourraient être plus forts que prévu, ce qui stimulerait l'investissement, l'emploi et la consommation. Par ailleurs, les ménages n'ont pas encore dépensé toutes les économies réalisées sur les prix de l'énergie, mais pourraient le faire à terme.